

coups bas et beaux-arts

Le renvoi du directeur des Beaux-Arts de Paris, **Nicolas Bourriaud**, a donné lieu à un étrange jeu de chaises musicales. Un symptôme de la désinvolture avec laquelle le gouvernement et le chef de l'Etat traitent le monde de la culture.

On en parle désormais comme de "l'affaire Bourriaud". Soit le licenciement soudain du directeur de l'Ecole nationale des Beaux-Arts de Paris (ENSBA), jeudi 2 juillet, et un feuilleton rocambolesque qui n'en finit plus de déchaîner le milieu de l'art. Il y a d'ailleurs belle lurette que l'on n'avait pas vu ce même milieu si concerné et rassemblé (même si des voix dissonantes se sont fait entendre).

Au départ, il y a cet article publié le mercredi 1^{er} juillet dans *Le Canard enchaîné* (aussitôt relayé par la presse people) qui met en cause Julie Gayet, la compagne de François Hollande étant soupçonnée de manœuvrer pour placer Eric de Chassey (le directeur de la Villa Médicis) à la place de Nicolas Bourriaud. Jusque-là, on se croirait dans un mauvais vaudeville. Sauf que la rumeur se confirme en partie le lendemain matin lorsque le directeur de l'ENSBA est convoqué en urgence par Fleur Pellerin et se voit signifier son licenciement. "Quarante-cinq minutes d'entretien et aucun motif avancé", commente-t-il sur les réseaux sociaux.

Prise de court par les réactions de plus en plus nombreuses venues du champ de l'art français mais également de la presse étrangère (d'Artnet à Artforum), la ministre improvise le soir même un appel à candidatures (fixé au 21 juillet !) dont le but est de couper court aux rumeurs de parachutage d'Eric de Chassey. Ce qui ne suffit pas à calmer une partie des étudiants de l'ENSBA, qui estiment "qu'on (les) prend pour des cons", ni l'ANdEA, (l'Association des écoles d'art) qui dans un communiqué éloquent dénonce cette décision

"scandaleuse, inique et irresponsable" et les nombreux artistes (de Gérard Fromanger à Xavier Veilhan en passant par Daniel Buren ou Dominique Gonzalez-Foerster) qui rappellent à la ministre "l'influence, l'importance, la modernité rare (...) de la pensée et de l'action de Nicolas Bourriaud" et lui conseillent de revenir sur sa décision.

Rien n'y fera, lundi 6 juillet, alors que Nicolas Bourriaud tient, sans tambour ni trompette mais avec clairon et couronnes en papier, une conférence de presse pour dénoncer "le fait du prince", la ministre tente, un peu tard, de justifier sa décision en invoquant les absences du directeur démissionné, pointant maladroitement l'absence de mandat spécifique accordé au directeur de l'ENSBA – une absurdité statutaire que dénonçait le matin même sur notre site le président de l'ANdEA, Emmanuel Tibloux.

Bien peu d'arguments, en vérité, qui prouvent d'une part la surprise de la ministre face aux très nombreuses réactions d'indignation (signe s'il en fallait de sa méconnaissance du milieu de l'art et du rôle que joue Nicolas Bourriaud sur cet échiquier), et d'autre part une manœuvre purement politique qui semble faire bien peu de cas de la déstabilisation dangereuse d'un établissement culturel qui a entre ses mains l'avenir de toute une génération d'artistes.

Parallèlement, on assiste dans la presse à un concert d'analyses et de rumeurs qui font de cette affaire un cas exemplaire de billard à trois bandes. C'est Vincent Noce qui dégaîne le premier dans *Le Journal des arts*, débusquant sous le trio Gayet/de Chassey/Bourriaud, un autre troupe plus inattendu : Valls/

Gérard Holtz (oui, oui, le journaliste sportif)/Muriel Mayette. C'est pour elle, ex-administratrice de la Comédie-Française et épouse de Gérard Holtz donc, qui lorgne sur la Villa Médicis, qu'il aurait fallu déplacer de Chassey, et donc dégager Bourriaud. Un jeu de dominos auquel vient répondre un autre chassé-croisé passé plus inaperçu qui met en scène l'actuel directeur de cabinet de Fleur Pellerin, Fabrice Bakhouché dont la compagne, Claudia Ferrazzi est le bras droit d'Eric de Chassey à la Villa Médicis.

Voilà pour la saga, mais au fond la question la plus intéressante est celle du symptôme et des effets collatéraux que ce petit cirque produira dans le milieu culturel et au-delà dans une partie de l'électorat de gauche. De quoi l'affaire Bourriaud est-elle le signe ?

1. D'un gouvernement et d'un Président tout à fait désinvoltés avec la culture, se livrant à un bal des nominations sans considération pour les véritables acteurs du monde culturel et leur travail effectif. La nomination probable de Muriel Mayette-Holtz, sortie l'automne dernier de la Comédie-Française, à la Villa Médicis de Rome en serait un bel exemple : car si l'on sait une chose de cette prestigieuse institution dont le peintre Balthus fut l'un des plus éminents directeurs, c'est qu'elle ne concerne en rien le champ du spectacle vivant.

2. D'un déficit de compétence au sein du ministère culturel en ce qui concerne les arts plastiques : accaparé par les médias et la question des intermittents, la ministre n'accorde qu'une faible attention au monde de l'art. Or il y a urgence à moderniser les statuts des



Une des affiches placardées à l'ENSBA en soutien à Nicolas Bourriaud

démarche strictement technocratique ou purement politicienne, le gouvernement n'entretient plus avec le champ culturel des relations d'intelligence, d'affinités, mais presque exclusivement des rapports politiques. Le résultat est là : tension des relations, politisation des débats et des nominations, montée des groupes de pression, envoi régulier de cartons rouges et de lettres-pétitions telle celle que Pascal Rambert et d'autres acteurs du spectacle vivant ont adressée à la ministre pour défendre le metteur en scène Bernard Sobel qui s'est vu refuser le financement triennal de ses futurs projets.

4. D'une crise de confiance historique entre la gauche et la culture : entre ces nominations désinvoltées et le désintérêt du président Hollande pour la culture, entre la réduction historique du budget culturel sous le gouvernement Ayrault, on assiste à un divorce grandissant entre la gauche socialiste et le monde culturel.

5. D'une contradiction dangereuse : le pouvoir exige d'un côté, comme le souligne Bourriaud, "que les écoles d'art intègrent le monde rassurant des chiffres et des statistiques et délivrent des enseignements standards", mais il se livre pour sa part à un choix arbitraire purement politique qui met en péril l'équilibre de ces établissements culturels complexes. Plus largement, ce syndrome travaille et déstabilise la vie politique française : en vitrine, toujours plus de transparence, le code de bonne conduite en ligne de mire ; mais côté cour, des manigances et des intrigues dignes d'une république bananière. Un mauvais signe envoyé aux électeurs.

Claire Moulène et Jean-Max Colard

écoles d'art et le mode de recrutement de leurs directions. Urgence à sortir les Beaux-Arts de Paris de l'ornière dans laquelle on la maintient sous perfusion, la plaçant dans un statut d'exceptionnalité alors qu'elle devrait être le fer de lance du riche réseau des écoles d'art françaises. "Si, au moins, mon cas permettait de faire comprendre aux politiques qu'on ne peut plus en 2015 traiter les institutions artistiques avec une telle désinvolture, j'aurais été utile", a indiqué Nicolas Bourriaud.

3. D'une approche non culturelle du monde culturel : en adoptant une

on assiste à un divorce grandissant entre la gauche socialiste et le monde culturel